HAL
open science

Journée d'études du CTHS " les écritures contemporaines de l'histoire " Ecole nationale des Chartes, 29 janvier 2020 Conférence inaugurale " Les réseaux sociaux : fortunes d'histoire, engagement citoyen et nouvelle mémoire collective ", par Sylvie Le Clech, inspectrice générale des patrimoines

Sylvie Le Clech

To cite this version:

Sylvie Le Clech. Journée d'études du CTHS " les écritures contemporaines de l'histoire " Ecole nationale des Chartes, 29 janvier 2020 Conférence inaugurale " Les réseaux sociaux : fortunes d'histoire, engagement citoyen et nouvelle mémoire collective ", par Sylvie Le Clech, inspectrice générale des patrimoines. "Ecritures contempraines de l'histoire", Jan 2020, Paris, France. halshs-03351086

HAL Id: halshs-03351086

https://shs.hal.science/halshs-03351086v1

Submitted on 21 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Journée d'études du CTHS « les écritures contemporaines de l'histoire »
Ecole nationale des Chartes, 29 janvier 2020

Conférence inaugurale

« Les réseaux sociaux : fortunes d'histoire, engagement citoyen et nouvelle mémoire collective », par Sylvie Le Clech, inspectrice générale des patrimoines

Introduction

Plusieurs constats sur les pratiques numériques impliquant les usages des réseaux sociaux peuvent servir de point de départ à une analyse que je ne peux prétendre avoir mené de manière très approfondie, mais que je souhaite développer avec vous aujourd'hui, afin d'enrichir une discussion sur plusieurs facettes de l'utilisation des réseaux sociaux, dans leur rapport avec l'écriture et la lecture de l'histoire, mais aussi son usage pratique et enfin la création de nouvelles sources de mémoires dans une société numérique.

Toutes ces pratiques reposent sur des faits sociaux qui ont une influence sur la production des écritures historiques : bénévolat, travail gratuit, fort engagement voire militantisme de cercles plus ou moins restreints, présence de visions idéologiques, même si les utilisateurs s'en défendent, au final, demande de participation de la société civile contemporaine à l'écriture de l'histoire. Ce constat est partagé dans d'autres cercles culturels (le spectacle vivant par exemple, le patrimoine, sa défense et illustration).

La part de la distraction pure existe, ou celle du plaisir de la discussion pour la discussion, mais la fréquentation assidue des réseaux sociaux répond à des comportements révélateurs des motivations des citoyens du XXIè siècle. Au final, il peut s'agir de la co existence plus que de la collaboration peut-être, mais la discussion est ouverte, entre des pratiques dites « légitimes » dans le vocabulaire des sociologues et celles qui le sont moins (toujours dans le vocabulaire des sociologues mais aussi celui des institutions académiques, voire dans la pensée commune). L'enjeu est donc toujours culturel. Il questionne, comme au moment de l'apparition d'un nouveau média, le rapport entre : les « docti » versus les « indocti », les « institutions » versus le « marché », la participation des citoyens versus « l'instruction obligatoire » (issue de l'enseignement que chacun a reçu et qui le conditionne pour partie), le mouvement d'opinion versus la doctrine ou l'analyse à froid. .

C'est en tant que plate forme de lecture, donc d'acquisition de connaissances, puis dans un deuxième temps de contribution et d'échanges que j'ai enfin décidé de vous faire part de mon expérience somme toute récente de la pratique de deux réseaux sociaux, FB et Linkdedin.

Le dernier volet de cette rapide intervention portera sur les réseaux sociaux comme plate forme d'archivage volontaire ou involontaire des traces individuelles qui peuvent constituer des sources. L'internaute choisit de laisser des traces de sa propre histoire, ou d'histoires de tiers, plus ou moins proches. Il livre aussi des points de vue sur des faits historiques. Toutes ces traces forment autant de matériaux d'une nouvelle mémoire collective. La question est de savoir ce qui peut en être fait.

Des constats liés à la mutation des usages

Les usages numériques, qui impliquent l'utilisation des réseaux sociaux prennent une part de « lecture » dans les vies de chacun d'entre nous. Lire puis discuter donc produire et interagir sur une plate forme de réseau social relèvent d' une activité qui peut prendre plusieurs heures par jour et la société contemporaine fonctionne sur un principe de porosité des temps privés et professionnels. Un internaute pourra recevoir au bureau des notifications pour un événement qui l'invite à participer à une opération de vulgarisation d'histoire (émission, conférence – débat, lancement d'un ouvrage, colloque…) et ne pas attendre d'être chez lui pour lire le contenu de l'invitation.

Il s'y effectue donc une acquisition de connaissances mal évaluée aujourd'hui par rapport à la fréquentation d'autres médias ou sources de connaissances de l'histoire plus traditionnelles (les livres, les conférences, les bases de données, les articles en ligne, les revues traditionnelles papier que l'on achète en kiosque). Certains médias, comme la bande dessinée, ont par exemple décidé de faire paraître en ligne des BD pour capter et entretenir un lectorat. Qu'en est il des éditeurs d'ouvrages d'histoire ? C'est un pan de la réflexion qui serait sans doute à travailler mais que je dois laisser pour le moment en friche.

Quelques leçons tirées d'une expérience individuelle de navigation : FB et LinkedIn depuis 2 ans

Les groupes (fermés ou ouverts), les pages dédiées, les réseaux informels par sélection ou proposition d' « amis ».

Le fonctionnement des réseaux crée des « bulles de filtre » à géométrie variable: l'internaute ne fréquentant que des personnes qu'il connaît ou apprend à connaître via les propositions de mise en relation faites par l'outil et ses algorithmes de recherche, ou les personnes adoptant le réseau d'un « ami », les analyses émises sur les réseaux ont plutôt tendance à renforcer une tendance majoritaire d'expression des idées communes à certains profils d'internautes. Les profils ayant des goûts en communs recherchent avant tout une leçon pratique à tirer des événements du passé pour aujourd'hui ou à solliciter l'approbation de leurs pairs.

Les idées et les « écritures » auxquelles elles donnent lieu procèdent par rebond d'une idée reprise par un sympathisant ou un opposant. La place de l'image numérisée va croissant, à tel point que l'influence de l'image et des hashtags crée la possibilité ou amoindrit la diffusion d'une information, d'un article, d'un « post ». La fréquentation assidue des réseaux peut comporter une dimension narcissique : on accède à un statut fantasmé en se revendiquant amateur de tel ou tel événement, personnage, monument. Dans une société démocratique, c'est un levier de motivation à ne pas négliger. La représentation de soi par le sujet de la discussion rejoint des habitudes de sociabilité plus anciennes (les cercles où l'on était présenté), que les usages contemporains revisitent, mais à l'aune de la rapidité des échanges, de leur caractère parfois théatral ou au contraire émotionnel spontané.

On peut assister à des controverses qui forment des matériaux intéressants sur l'utilisation de

l'histoire par un public de non spécialistes, lecteurs sur les réseaux sociaux contemporains.

On peut souvent mais pas systématiquement assister à une réduction du discours historiographique par la mise en avant d'opinions ou de sources bibliographiques en général peu progressistes au regard des tendances de l'historiographie contemporaine, car de leur temps, elles ont fait l'objet d'une très forte diffusion et les algorithmes des GAFA les citent la plupart du temps en premier. C'est une source d'information pour les personnels en charge de préparation des émissions TV ou radio, friands plutôt du genre des biographies ou monographies. D'ailleurs, beaucoup de journalistes préparant des émissions d'histoire sont inscrits sur les réseaux sociaux.

Les groupes de sympathisants autour d'un centre d'intérêt agissent comme au sein d'un « club » qui fait la part belle aux « grands noms », « grandes dates », comme le faisaient autrefois les cercles d'affinités : Marie-Antoinette, Versailles, Napoléon, Chambord et d'autres châteaux de la Loire par exemple, ont leurs clientèles et leurs affidés comme par le passé. De nombreux monuments en général, ouverts au public, font paraître des articles sur l'histoire des monuments en question, en rapport avec des commémorations ou des notices biographiques sur des personnages célèbres y ayant vécu. L'ouverture vers l'Europe est moins fréquente que le recentrage sur l'espace national. Les groupes de militaires, traditionnellement très tournés vers l'histoire et les leçons du passé (les batailles), partagent ou relaient des souvenirs, sources directes du vécu symbolique du corps auquel ils appartiennent. Les commentaires sur les événements actuels de crises sociales (gilets jaunes, actes de terrorisme, interventions françaises au Mali, actes d'antisémitisme…) font évoquer d'autres épisodes de l'histoire : la guerre d'Algérie, les deux grandes guerres mondiales. Les cercles de militaires ou les spécialistes de management aiment à rappeler les citations et biographies des grands stratèges du grand siècle ou d'ambassadeurs et de ministres, dont les Mémoires ont été très souvent publiées soit de leur vivant, soit lors des grandes entreprises de publication du XIXè siècle.

Pour ces réseaux au sein du réseau, il s'agit enfin souvent d'entretenir une mémoire, en général ternie, voire de « réhabiliter » des personnalités injustement décriées ou enfin de commémorer. Les instances de commémoration ayant été supprimées au niveau de l'État Culture, c'est alors le réseau des citoyens qui relaient la notion de commémoration, aux côtés des associations sur l'ensemble du territoire.

Les « discutants » ne souhaitent pas au premier abord entrer en contact avec des historiens professionnels, mais plutôt initier des discussions entre pairs ou avec des inconnus qui se posent, au XXIè siècle des questions comme celles du « cours de l'histoire » (logique linéaire), de la « fin des civilisations », des «constantes de la nature humaine » des « leçons de l'histoire » ou sont à la recherche de « citations » pour faire des « exemples ». L'histoire a dans ce cas là à voir avec la recherche d'une « morale », terme qui a généralement disparu de la terminologie des discours sur la politique actuelle. La participation à ces réseaux de citoyens pourrait donc être le symptôme d'une attente qui n'a pas trouvé à se nourrir dans les discours des dirigeants vus comme déconnectés. La recherche du « vrai », et de l' »authenticité » participent de ce symptôme, comme la recherche de compensation d'une inégalité sociale (la place des femmes dans l'histoire) ou le désir de revenir aux sources de la République (Liberté, égalité, fraternité, laïcité...).

On peut dans ces cas là se demander si les citoyens du XXIè siècle, estimant ne pas maîtriser les décisions qui les concernent, et vivant une crise de la confiance et de la représentation, n'entendent pas par ce biais et ces échanges, se réinscrire dans une action réflexive d'explication du monde présent par recours au passé. L'histoire servirait alors de compensation à un vécu frustrant. Selon l'idéologie à laquelle on se rattache et à ses références culturelles, il faudrait alors revenir aux sources d'un fait, d'une idée, incarnée par un ou des hommes, ou « révéler » des épisodes inconnus. La notion de débat, affaiblie dans une société se réintroduit par diverses voies dans ces groupes de discussion qui finissent par produire un discours sur la réception de l'histoire, plusieurs années après que les discutants aient quitté le système scolaire.

Au temps des « hommes illustres » de Plutarque, les traducteurs adoptaient des démarches d'édition à vue pratique et d'enseignement des élites. La question est donc toujours du rapport entre des idées provenant d'une histoire accréditée (la parole des historiens fait partie comme celle de tous les experts des systèmes d'accréditation), souvent remise en question dans une société de la défiance, et la parole de ceux qui ont des « opinions » (la société civile).

Une autre tendance est celle des passionnés d'une question : le Moyen âge (groupe Actuel Moyen Age), la géographie historique, les châteaux, les cathédrales, les moulins (en fait le patrimoine de proximité versus les grands édifices). La parole non experte y côtoie la parole accréditée, dans un souci de non hiérarchie. L'utilisation de l'image est importante dès lors qu'il s'agit de mettre en valeur et d'apporter des informations locales sur un élément patrimonial, qui n'est pas toujours sélectionné comme patrimoine dans les cercles officiels, ceux là même qui décident de ce qui fait ou non patrimoine de la Nation. Il s'agit donc d'un circuit de production de connaissances mises en images et en discours, parallèle aux sources d'informations publiques.

<u>L'utilisation des réseaux par les discours accrédités : l'enjeu de la vulgarisation à l'heure du web.2.0 ou 3.0</u>

Un deuxième phénomène sociologiquement intéressant est l'utilisation des réseaux sociaux par les administrations de l'État (grandes institutions) ou des producteurs privés d'émissions, mais aussi par les historiens eux mêmes. Pour le citoyen du XXIè siècle, il s'agit de paroles accréditées, soit par la sphère publique légitime, soit par le marché audiovisuel dominant.

La création de groupes ouverts permet à « Secrets d'histoire par exemple », non seulement de communiquer avec ses publics, mais d'entretenir un lectorat et une audience, à la fois pour les émissions et les conférences proposées par l'animateur Stéphane Bern, qui publie aussi des ouvrages grands publics.

Du point de vue des institutions, les réseaux sont employés de la même manière, comme outils de communication, mais relayent aussi les mises à disposition de sources pour encourager la recherche et l'accès aux fonds, car les outils institutionnels (bases de données, sites institutionnels) ne sont pas suffisants et sont devenus plutôt des plate formes de services en ligne. Les Archives départementales ont pour beaucoup maintenant leurs pages FB où des inédits sont présentés et les Archives

nationales publient régulièrement sur LinkedIn. Le CTHS fait de même, tout comme l'Ecole des Chartes.

Certains historiens produisent directement des billets, des articles ou éditent des documents et écrivent sur leur sujet à l'intention de leurs « amis », comme s'ils animaient un média en ligne. Dans ce cas là, le réseau social agit à la manière d'un blog. Un historien du monde rural, publie ainsi régulièrement des documents qu'il numérise aussi (registres paroissiaux) , où il transcrit des passages entiers, en relation avec ses thèmes de recherche. On peut donc considérer que dans ce cas, l'oeuvre est un prolongement de la pédagogie et du produit éditorial sous d'autres formes (les publications).
Un contemporanéiste, spécialiste des pays de l'Est, a ainsi lancé une série d'échanges sur Internet, relatifs à un genre très en vogue, l'urbex, qui consiste à marcher sur les traces de patrimoines généralement en déréliction, difficiles à trouver, qu'il faut atteindre et qui inspirent des réflexions sur les périodes de l'histoire de la société dont ils sont les reflets : dans l'urbex, sont photographiés et annotés des châteaux et villas palladiennes. Pour l'ex RDA, l'historien a ainsi publié des usines et grands ensembles abandonnés. Dans ce cas, les réflexions peuvent aussi nourrir des commentaires plus politiques au-delà du traditionnel « goût de la ruine » qui relève d'une approche romantique de l'histoire, celle des promeneurs solitaires de l'époque de Jean-Jacques Rousseau.

Des historiens de l'art animent un réseau de sympathisants autour du patrimoine du XXè siècle, dans les pays ex colonies françaises du Maghreb, ce qui leur permet d'intervenir aussi sur des problématiques d'utilisation ou non de l'histoire dans la documentation, l'étude et la conservation ou non des édifices contemporains en France, y compris quand les dossiers revêtent un caractère polémique (dossier de la maison du peuple à Clichy).

On retrouve donc là quelques traits du militantisme des sociétés savantes anciennes, qui par l'étude de l'histoire et des patrimoines, s'invitent au débat public qui peut les opposer à l'administration.

Sur LinkedIn, une créatrice d'un bureau d'études et professeure à Paris 8 intervient plutôt sur la diplomatique contemporaine et se sert d'exemples de sources pour vulgariser la critique d'authenticité des documents et initier à l'archivistique contemporaine.

Sur son blog, un directeur de recherche à l'IRIS, médiologue reconnu, se livre aussi à la critique de sources iconographiques ou textuelles pour démonter le fonctionnement des réseaux et montrer les stratégies d'influences idéologiques à l'oeuvre dans les différents cercles de la société contemporaine.

<u>Qu'en est il de la création d'une « mémoire collective », à l'heure des GAFA et des réseaux sociaux ?</u>

<u>Un retour d'expérience : la plateforme AQLO</u>

Edouard Boulon-Cluzel, fondateur de la plateforme AQLO, est lauréat du programme

MEDIASTART soutenu par le Ministère de la culture. A titre d'exemple, j'ai souhaité l'interroger en vue de cette journée d'étude. Son initiative consiste à créer une « banque de la mémoire » adossée à des partenaires publics pour la conservation définitive des textes qui lui seraient confiés, qu'il s'agisse de récits autobiographiques, biographiques, ou d'archives personnelles dématérialisées. La plate forme AQLOR est né d'un retour d'expérience personnelle : le fondateur de cette plate forme utilise Facebook depuis début des années 2000. Il a commencé à poster des images d'archives personnelles en pensant à leur conservation par la plate forme. Il a ensuite testé les limites de l'outil qui confond stockage et archivage pérenne de conservation. Les images stockées sur FB quand elles sont restituées, le sont en effet en mode dégradé.

A partir de cet exemple ponctuel et en le comparant à la pratique quotidienne qui consiste, pour des millions d'internautes, à laisser des traces numériques, quelle pourrait être une réflexion sur l'impact des réseaux sociaux sur les usages de la matière historique et l'archivage des sources pour une utilisation future ? Quelques remarques pourront nourrir des échanges tout au long de la journée.

- les plate formes des réseaux sociaux permettent aux non initiés de produire des écritures d'histoire personnelle en se rattachant à la « grande histoire » et donc de constituer une nouvelle mémoire aux confins de l'expérience individuelle (le récit de vie, le scénario, la recherche de sources, leurs commentaires...) et de l'insertion dans une histoire collective.
- ils laissent eux même des traces en stockant et commentant, en agençant les photos d'archives
- en s'inscrivant à des groupes thématiques, ils s'autorégulent progressivement (exemple de Wikipedia et des vérifications partagées d'information)
- *a contrario*, en s'inscrivant à des groupes thématiques, ils créent des effets de réduction (renforcement des archétypes et analyses les plus courantes et non les plus innovantes)
- pour certains auteurs n'appartenant pas à la sphère académique, la création d'un groupe thématique permet de développer un public et de l'entretenir. On peut constater un lien avec la promotion commerciale d'une émission via le « fan club » (exemple du groupe « secrets d'histoire »)
- il existe des groupes thématiques qui produisent des données de manière collaborative (photos et notices) à la manière d'un inventaire (châteaux, moulins...)
- on constate un besoin d'une offre publique d'archivage et de services y, compris *post mortem* (qu'advient il de votre compte FB après votre décès et de toutes les archives de votre activité, c'est à dire votre mémoire mais aussi votre récit de vie?)
- peut on tout laisser archiver par les GAFA ? Une plate forme administrée par une équipe et non des robots, doit créer la confiance . Il y a donc des liens possibles avec une offre publique (Ecole polytechnique de Lausanne et Archives de la ville de Venise, projet de numérisation des archives et de représentation spatiale de Venise au cours des siècles ou encore Venice Times machine, archivage des sites Internet par la BNF etc.)
- des institutions publiques, telles les Archives nationales avec la « Grande collecte » des témoignages de la guerre de 1914, ont initié la création de corpus, en abordant le sujet des « réseaux » par la participation des citoyens à la construction de l'histoire, par des mémoires familiales. Que ce soit à l'échelle d'une vie ou de plusieurs vies, le matériau historique d'origine privée n'est pas qu'un simple complément aux sources publiques. Il révèle un

immense « réseau social », différent de celui des algorithmes.

- On peut poser la problématique de ces sources privées qui en fait ne sont pas visibles dans les services d' archives publics car ces matériaux d'histoire ne sont définis que par la négative des archives publiques : les réseaux sociaux sont ils en train de capter cette mémoire et écriture de l'histoire par des non spécialistes grâce aux réseaux ?
- Comment se repositionnent les réseaux professionnels dans ce foisonnement d'initiatives ?